

Zeitschrift: Bulletin des Schweizerischen Elektrotechnischen Vereins, des Verbandes Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen = Bulletin de l'Association suisse des électriciens, de l'Association des entreprises électriques suisses

Herausgeber: Schweizerischer Elektrotechnischer Verein ; Verband Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen

Band: 79 (1988)

Heft: 20

Artikel: Exposé présidentiel = Präsidialansprache

Autor: Martin, Jean-Jacques

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-904091>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 23.12.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Exposé présidentiel

présenté à l'Assemblée générale de l'UCS le 26 août 1988 à Zurich

Jean-Jacques Martin

Mesdames et Messieurs

Pour la cinquième fois dans son histoire, l'UCS tient son Assemblée générale à Zurich – métropole suisse des finances et de l'économie. Il ne serait pas honnête de ma part – précisément en tant que Romand – de dire ici que nous abordons la ville de Zwingli comme toute autre ville de notre pays. C'est peut-être la raison

☞ Nous devons chercher le dialogue avec tous et tenter de faire connaître notre opinion dans le débat politique. ☞

pour laquelle la dernière Assemblée générale sur les bords de la Limmat remonte à déjà 43 ans. Mais afin de disculper toutes les entreprises membres de l'UCS, il ne faut pas oublier de dire que lors de cette Assemblée générale – en 1945 – l'UCS avait fêté ses 50 ans d'existence. Lorsque nous parlons en général de Zurich – et des Zurichois –, nous pensons à efficacité, croissance économique, argent. Nous pensons aussi à puissance et influence, des attributs qui suscitent

tous une grande estime. Cette image de «Zurich face au reste de la Suisse» est un cliché, tout comme l'image d'un Secrétariat de l'UCS tout puissant, qui depuis la Place de la gare No. 3, fait connaître à ses membres étonnés les directives de la politique électrique suisse pour les 20 prochaines années, ceci du moins si l'on en croit certains articles de presse.

Je suis heureux que, grâce à cette Assemblée, nous ayons l'occasion de voir un peu plus de cette ville, et non pas uniquement la «Bahnhofplatz» et éventuellement la «Bahnhofstrasse». Je vous invite à flâner sur la rive droite de la Limmat, là où les Zurichois ne gagnent pas leur argent, mais où ils le dépensent, et ceci, dans une vieille ville admirablement rénovée. Je vous invite aussi à vous arrêter un instant au bord du lac où vous remarquerez soudain que même les Zurichois prennent le temps de vivre.

J'espère donc que vous apprécierez votre séjour à Zurich, que vous ravigerez les contacts personnels ou en nouerez de nouveaux. Je tiens en même temps à remercier cordialement tous ceux qui ont participé à l'organisation de cette Assemblée générale.

1988, l'année de l'énergie, comme l'ancien conseiller fédéral Schlumpf l'avait proclamé, a jusqu'à présent mérité son nom. Néanmoins, je persiste à penser qu'il aurait mieux valu parler d'année de l'électricité, car, du moins jusqu'à présent, la discussion sur l'énergie a dérapé pour devenir une fois de plus un débat sur l'électricité.

Problème d'électricité au d'énergie?

Avant d'aborder divers problèmes, qui se sont présentés concrètement durant ces derniers mois, permettez-moi deux remarques d'ordre général; elles concernent des points qui peuvent – à mon avis – être considérés comme principalement responsables de la situation désolante dans laquelle se trouve notre politique énergétique. Il s'agit d'une part du fait – dont il n'est guère tenu compte – que la Suisse a non pas un problème d'électricité, mais de manière plus générale un problème d'énergie. En d'autres mots: les politiciens, mais aussi les experts, devraient à l'avenir davantage tenir compte dans leurs décisions du fait que la source de nos difficultés ne réside pas dans l'utilisation de l'énergie nucléaire, mais bien dans le déséquilibre de notre approvisionnement énergétique.

Par déséquilibre de l'approvisionnement, j'entends la répartition géographique – qui n'est pas et de loin la meilleure possible – des pays d'où proviennent nos agents énergétiques. Ceci est mis en évidence par le fait, à titre d'exemple, que sur les 212 milliards de kilowattheures d'énergie (pétrole, gaz ou électricité) que nous consommons au total chaque année, quelque 180 milliards, soit près de 85 pour cent, sont importés. La production d'électricité d'origine hydraulique est le seul

Adresse de l'auteur

Jean-Jacques Martin, Président de l'UCS,
Administrateur délégué et directeur Société
Romande d'Electricité, 1815 Clarens.

agent énergétique indigène important. Les chiffres montrent bien l'écrasante dépendance de la Suisse vis-à-vis de l'étranger, et ceci dans un domaine économique des plus sensibles, à savoir celui de l'énergie.

Compte tenu de notre dépendance vis-à-vis de l'étranger, de même que de la problématique écologique, on peut

“ Les politiciens, mais aussi les experts devraient à l'avenir davantage tenir compte du fait que la source de nos difficultés ne réside pas dans l'utilisation de l'énergie nucléaire, mais bien dans le déséquilibre de notre approvisionnement énergétique. ”

se demander si la répartition actuelle des principaux agents énergétiques, avec 66 pour cent pour les produits pétroliers, 7 pour cent pour le gaz, 2 pour cent pour la chaleur à distance et 21 pour cent pour l'électricité, est optimale; la question se pose en particulier, dès que l'on considère également l'utilisation de l'énergie sous son aspect écologique. Je tiens à relever à ce sujet qu'il n'est pas question pour l'électricité d'acquérir de nouvelles parts du marché. Je parle ici de la question de savoir quelle est la meilleure manière possible d'approvisionner la Suisse en énergie, et ceci, en quantité suffisante, et tout en respectant l'environnement. Chaque agent énergétique possède aussi bien certains avantages d'utilisation que certains inconvénients quant à son impact sur l'environnement; les milieux politiques devront donc élaborer un concept énergétique ne tenant pas seulement compte des atouts à court terme de chaque agent énergétique mais en réduisant aussi tant que possible son impact négatif à long terme sur l'environnement.

A ces considérations plutôt techniques, et dont le public tient à mon avis bien trop peu compte, vient s'ajouter un phénomène de politique sociale qui pourrait prendre des dimensions historiques. On observe en effet une forte tendance à la résignation. Cette léthargie accablante qui a gagné actuellement la population et en particulier la jeune génération, pénètre toujours plus fortement dans les domaines de l'économie nationale où la technique

et la science jouent un rôle prépondérant. Il n'est donc pas étonnant qu'en tant qu'«électriciens» nous soyons devenus tout simplement un thème politique – un thème politique où l'on ne voit que trop souvent s'affronter la dynamique de la science et de la technique d'une part et le refus émotionnel – non pas le refus matériel – d'autre part. Nous ne pouvons que déplorer cette situation politique générale, et nous ne pourrions la changer que dans la mesure où nous acceptons le dialogue avec tous et tentons de faire connaître notre opinion dans le débat politique.

Comme vous le savez tous, l'énergie sera bientôt l'objet d'un débat au Parlement fédéral, débat qui verra à nouveau s'affronter tous les arguments pour ou contre le travail réalisé jusqu'à présent par nos entreprises d'électricité. Cette Assemblée générale me permet d'anticiper sur le débat parlementaire fédéral et de vous exposer encore une fois – ainsi qu'au public – ce que nous pensons des divers problèmes en suspens.

Goulet d'étranglement dans l'approvisionnement

Tous les problèmes relevant du domaine de l'énergie électrique qui devront être résolus ces prochains mois et années, se concentrent plus ou moins directement sur une *seule* question. Il s'agit de savoir comment couvrir le manque d'électricité qui apparaîtra au début du siècle prochain. Et ceci, parce que le parc des centrales suisses ne suffira alors plus. Il existe fondamentalement trois solutions extrêmes présentant toutes des avantages et des inconvénients.

La première solution consisterait à *agrandir le parc des centrales suisses en fonction des besoins croissants*, l'offre dépendant alors de la demande d'énergie électrique. Inversement, selon la deuxième solution, il serait possible de *limiter la demande à un niveau correspondant à peu près à la production du parc actuel des centrales en service*. Enfin les *importations d'électricité* pourraient couvrir le déficit apparaissant entre l'offre et la demande.

La politique électrique future devra nécessairement se situer quelque part entre ces trois pôles. Je vais maintenant, en me basant sur les trois variantes décrites, examiner de plus près les problèmes actuels, problèmes qui seront spécialement débattus lors de la session des Chambres fédérales.

La demande détermine la grandeur du parc de centrales

La solution selon laquelle les besoins en énergie électrique déterminent exclusivement la grandeur du parc des centrales a à première vue un avantage: l'électricité ne peut logiquement devenir un frein pour l'actuel essor économique. Cette constatation est d'autant plus importante qu'en 1987 par exemple, quelque 30 milliards de kilowattheures ou 70 pour cent de la demande globale d'énergie électrique sont allés directement au processus de production de notre économie nationale. Il n'est donc pas étonnant dans ce contexte que les taux de hausse de la consommation d'électricité aient suivi de manière significative la croissance économique. Vous pouvez ainsi voir la relation étroite existant entre le produit «électricité» et notre société industrielle moderne – et tout naturellement, notre mode de vie.

D'un autre côté, nous nous voyons confrontés au fait qu'une minorité bruyante n'est plus disposée à accepter tout simplement les conséquences de ce mode de vie moderne. Le recours accru à l'électricité (soit une hausse d'environ 1 milliard de kilowattheures par an) en était – et continue d'être – une des nombreuses conséquences. Je tiens toutefois à relever que l'économie électrique n'a jamais été la «locomotive» de cette évolution. En tant que ser-

“ Les taux de hausse de la consommation d'électricité ont suivi de manière significative la croissance économique. Ainsi on voit la relation étroite existant entre le produit «électricité» et notre société industrielle moderne – et tout naturellement, notre mode de vie. ”

vice public, elle a seulement rempli son mandat et n'a pas freiné par un manque d'électricité l'essor économique général et le bien-être qu'il implique.

Comme vous le savez tous, la solution consistant à déterminer la grandeur du parc des centrales en fonction de la demande, a rencontré une opposition politique croissante. Cette oppo-

sition a eu des conséquences concrètes et nous nous trouvons aujourd'hui devant un moratoire de fait non seulement pour les nouvelles centrales nucléaires – mais aussi pour les nouvelles centrales hydrauliques.

Blocage du parc de centrales et limitation de la demande

La deuxième variante – extrême elle aussi – à consisterait à «geler» par une décision politique la production des centrales existantes au niveau actuel et à limiter la demande d'énergie électrique en conséquence. Les derniers mois ont montré clairement que cette variante jouit – du moins apparemment – d'un remarquable soutien politique. Du côté de l'offre, la non-réalisation du projet de «Kaiseraugst» par exemple, correspond à ce courant d'opinion. En ce qui concerne la demande, l'accent est mis sur le thème des économies d'électricité. Je vais maintenant m'arrêter quelque peu sur ce point.

Projet «Kaiseraugst»

Il est tout d'abord à remarquer que le projet de «Kaiseraugst» n'a pas été abandonné, mais qu'il a été adapté au plus récent état de la technique par la société d'exploitation, ceci après que le Parlement fédéral eût accordé l'autorisation générale. Un groupe de parlementaires fédéraux issus des partis bourgeois veut toutefois mandater le

●● Seule importe une décision rapide! Les longues passes d'arme politiques étaient et sont insupportables. ●●

Conseil fédéral de négocier la non-réalisation de la centrale nucléaire avec la Société Kaiseraugst S.A. Toujours selon eux, la centrale nucléaire de Kaiseraugst S.A. doit être dédommée de manière appropriée pour l'ensemble des frais encourus. Il s'agirait enfin de poursuivre avec fermeté une politique énergétique tournée vers l'avenir – tout en maintenant ouverte l'option nucléaire.

Les arguments des motionnaires contiennent, me semble-t-il, trois aspects importants. D'une part, l'approvisionnement sûr de la Suisse en énergie et en électricité est reconnu comme

d'intérêt vital; d'autre part, l'affaire de «Kaiseraugst» devrait être réglée rapidement, et enfin, cette motion ne devrait pas ouvrir un débat prématuré sur l'avenir de l'énergie nucléaire. Elle doit au contraire – je cite – «permettre de détendre la situation et d'ouvrir la voie à une politique énergétique garantissant l'avenir, qui respecte l'environnement et maintienne l'option nu-

●● Nous pensons que l'option nucléaire ne peut être que l'exigence impérative adressée aux autorités et aux politiciens d'accorder, entre toutes les possibilités de produire l'électricité, la priorité (outre la force hydraulique) à l'énergie nucléaire. ●●

claire ouverte». Voilà donc quelles sont les propositions des motionnaires.

Indépendamment de considérations plutôt fondamentales, nous pensons que la centrale nucléaire de Kaiseraugst ne sera pas construite; nous nous attendons en effet à ce que les propositions parlementaires soient transmises, et ceci, sous la forme d'une motion ou celle, moins contraignante, d'un postulat. Que le Parlement traite ces propositions comme motion ou comme postulat, cela ne joue qu'un rôle secondaire pour l'économie électrique suisse; seule importe une décision rapide! Les longues passes d'arme politiques étaient et sont insupportables pour notre branche – mais également pour la population, qui s'est déjà prononcée en faveur de l'énergie nucléaire lors de deux votations populaires, sans toutefois que des résultats visibles en aient découlé.

Nous avons dès le début reconnu que les motions «Schönenberger» et «Stucky» étaient des solutions envisageables, car nous sommes persuadés que nous devons encourager tout ce qui peut accélérer les décisions en faveur d'une politique énergétique raisonnable. Ce «oui» englobe toutefois aussi le 3e point des deux motions, selon lequel l'option nucléaire doit rester ouverte.

Garder l'option nucléaire ouverte

Pour l'économie électrique suisse, «option» signifie plus qu'un désir

vague, ou même qu'une déclaration d'intention. Nous pensons que l'option nucléaire ne peut être que l'exigence impérative adressée aux autorités et aux politiciens d'accorder, entre toutes les possibilités de produire l'électricité, la priorité (outre la force hydraulique) à l'énergie nucléaire. Nous sommes de plus convaincus que, du point de vue économique et écologique, le tandem «force hydraulique – énergie nucléaire» représente la solution optimale pour l'approvisionnement de la Suisse en électricité. Il est clair que nous avons également enregistré les signaux relatifs aux centrales combinées, basées sur le gaz, contenus dans les motions «Hunziker» et «Fischer». Nous comprenons également les réflexions politiques ayant conduit à ces propositions. Il est cependant difficile de comprendre pourquoi, en ce qui concerne l'approvisionnement en électricité, la Suisse devrait se contenter de solutions de fortune.

Ces solutions, qui ne sont certes pas les meilleures possibles, comprennent également les énergies de remplacement fort bien accueillies par la population. Nous ne sommes pas fondamentalement opposés à l'utilisation de sources d'énergies de remplacement. L'UCS, au contraire, a recommandé à ses entreprises membres de raccorder, entre autres, des installations photovoltaïques privées au réseau et de racheter cette électricité. En ce qui concerne la Suisse et son problème

●● Les énergies de remplacement ne nous permettent pas d'espérer des miracles. Elles peuvent apporter localement un certain allègement, mais pour ce qui est de l'approvisionnement national, leur contribution ne restera que marginale. ●●

énergétique, les énergies de remplacement ne nous permettent pas d'espérer des miracles. Elles peuvent apporter localement un certain allègement, mais pour ce qui est de l'approvisionnement national, leur contribution ne restera que marginale. En effet, l'électricité provenant de très petites installations de production décentralisées ne peut entrer en concurrence avec les

grandes centrales, ni sur le plan de la quantité ni sur celui des coûts.

Il est clair que le maintien de l'option nucléaire implique le respect des règles du jeu démocratique voulant que la minorité se plie aux décisions de la majorité. Notre démocratie a toutefois été sérieusement touchée, précisément dans le cas du projet «Kaiser-augst», et ceci non pas parce que notre système politique a failli à sa tâche, mais bien parce que ce système politique ne supporte pas les louvoisements sans fin. Vu sous cet angle, «Kaiser-augst» est bien plus qu'une «pierre d'achoppement», dont il s'agirait de se débarrasser pour des raisons de réalisme politique, comme les motionnaires l'ont expliqué lors de leur conférence de presse.

Simplification de la procédure d'autorisation

En admettant que plus personne ne désire une deuxième affaire «Kaiser-augst», il faut alors se demander comment agir concrètement à l'avenir si l'on veut éviter l'immobilisme. Lors de diverses manifestations et dans différentes prises de position de politiciens connus, j'ai pu relever avec satisfaction des propositions en vue de simplifier la procédure actuelle d'autorisation pour de nouvelles centrales nucléaires. Ces suggestions vont certainement dans la bonne direction.

A mon avis, un grand progrès serait déjà fait, si les administrations et services gouvernementaux compétents devaient respecter les délais impartis. On observe malheureusement depuis un certain temps des retards considérables à tous les échelons de l'autorité, retards que nous ne sommes plus prêts à accepter. Il est toutefois rassurant de voir que le conseiller fédéral Adolf Ogi est visiblement décidé à «prendre le taureau par les cornes».

A ceci vient encore s'ajouter une autre de nos préoccupations. Il serait nécessaire de se pencher fondamentalement sur les trois types d'autorisation, à savoir l'autorisation générale, l'autorisation de construire nucléaire et l'autorisation d'exploitation nucléaire. Nous nous trouvons actuellement dans une situation où pour ainsi dire à chaque échelon de la procédure d'autorisation, d'innombrables recours peuvent être déposés; il s'ensuit que – comme pour Kaiser-augst – énormément de travail, d'argent et de temps doivent être dépensés uniquement pour des procédures juridiques et

des modifications du projet. Nous acceptons absolument de discuter publiquement les avantages et les inconvénients d'une centrale supplémentaire. Cette discussion devrait toutefois

« Dans différentes prises de position de politiciens connus, j'ai pu relever avec satisfaction des propositions en vue de simplifier la procédure actuelle d'autorisation pour de nouvelles centrales nucléaires. Ces suggestions vont certainement dans la bonne direction. »

avoir lieu avant l'octroi de l'autorisation générale. La proposition selon laquelle le peuple suisse – et non plus comme jusqu'à présent le Parlement – accorderait l'autorisation générale me semble comporter plus d'aspects négatifs que positifs.

En cas d'attribution de l'autorisation générale, l'exploitant devrait alors pouvoir être sûr que seules des objections relatives à la technique de sécurité pourront encore être formulées. Concrètement cela veut dire que les autorisations de construire et d'exploitation nucléaire devraient avoir la forme d'une autorisation de police clairement définie et que le Conseil fédéral aurait à décider en dernière instance. Du point de vue de la politique nationale, je pense que cette solution n'entraînerait aucune restriction grave des droits civiques puisque ceux-ci auraient été suffisamment pris en considération dans la procédure d'autorisation générale; cette dernière, comme on sait, n'a été introduite que pour les installations nucléaires.

La construction de nouvelles centrales hydrauliques soumise jusqu'à présent à la seule procédure de concession, pourrait, avec l'étude de l'impact sur l'environnement (EIE), conduire à une situation politique semblable. L'EIE – comme la procédure d'autorisation générale pour les centrales nucléaires – est le point de rencontre des conceptions politiques et économiques des différents groupements d'intérêts; elle garantit que toutes les parties concernées pourront se prononcer de manière détaillée sur un projet concret. Dans le cas où les conditions de la technique de sécurité seraient

remplies, les autorisations supplémentaires encore nécessaires devraient donc pouvoir être accordées par les autorités, et ceci, sans nouvelle possibilité de recours pour la population.

On pourra éventuellement m'objecter que j'ai l'intention de limiter les droits démocratiques de la population; je répondrai qu'avec l'introduction de l'autorisation générale voici quelques années et de l'EIE actuellement, on a créé une formule bâtarde, c'est-à-dire un droit de police aux motivations politiques. Cette formule bâtarde n'est, du point de vue juridique, certainement pas au-dessus de tout soupçon. Comparaison n'est pas raison, et pourtant, l'économie électrique suisse fait penser à un automobiliste qui, bien qu'ayant son permis de conduire – et par conséquent, le droit de conduire une voiture –, n'est en fin de compte pas autorisé à le faire, parce que les politiciens continuent de se disputer pour savoir si la voiture est un moyen de transport judicieux ou non.

Il est pour finir tout naturel de se demander si nous voulons favoriser la

« Il est pour finir tout naturel de se demander si nous voulons favoriser la construction de nouvelles centrales en éliminant les pièges juridiques, ou bien empêcher la réalisation de tout nouveau projet en installant des obstacles supplémentaires. »

construction de nouvelles centrales en éliminant les pièges juridiques, ou bien empêcher la réalisation de tout nouveau projet en installant des obstacles supplémentaires. Je souhaite que le prochain débat du Parlement fédéral sur l'énergie clarifie la situation à ce sujet.

Economiser l'électricité

Revenons maintenant à la deuxième variante de politique énergétique qui consisterait à «geler» le parc de centrales dans son état actuel et à limiter en conséquence la demande d'énergie électrique. De nombreux citoyens et politiciens pensent que ce but peut être atteint tout simplement en économisant l'électricité. C'est là une utopie car, dans ce cas, il s'agirait d'économiser non pas quelques millions, mais

bien des milliards de kilowattheures ces prochaines années. Il faut à ce propos relever une fois de plus le fait que notre économie et les entreprises suisses d'électricité ont à nouveau contribué activement à encourager l'utilisation économe de l'énergie électrique en 1987.

Comme c'est souvent le cas en politique, ce ne sont guère les buts, mais bien les moyens menant à ces buts qui prêtent à discussion. Pour atteindre l'objectif des économies d'électricité, l'économie électrique suisse préconise une solution non bureaucratique laissant encore suffisamment de responsabilité à l'économie et au secteur privé afin qu'ils puissent agir de manière créative. C'est donc aussi là une des raisons pour lesquelles l'augmentation du nombre de lois et d'ordonnances nous laisse sceptiques. Cette responsabilité n'est naturellement pas une voie à sens unique. L'économie électrique

●● L'économie électrique suisse voit, dans un article sur l'énergie équilibré, un instrument approprié pour les économies d'énergie. Mais elle pense que l'égalité de traitement entre tous les agents énergétiques devrait figurer expressément dans le texte constitutionnel. ●●

doit encourager l'utilisation du potentiel d'économies disponible, en offrant aussi bien des solutions techniques qu'une information suivie.

Malgré ses réserves vis-à-vis de l'extension des prescriptions étatiques, l'économie électrique suisse voit, dans un article sur l'énergie équilibré, un instrument approprié pour les économies d'énergie. Elle ne s'opposera donc fondamentalement pas à une modification de la constitution. Nous ne pouvons toutefois accepter un article sur l'énergie dirigé contre l'électricité et qui pourrait être utilisé pour l'abandon du nucléaire. Etant donné qu'il s'agit en fin de compte d'utiliser économiquement tous les agents énergétiques – et non pas uniquement l'électricité –, nous pensons que l'égalité de traitement entre tous les agents énergétiques devrait figurer expressément

ment dans le texte constitutionnel. La Confédération a malheureusement jugé nécessaire d'introduire dans l'avant-projet quelques obstacles de politique structurelle touchant la neutralité concurrentielle entre les agents énergétiques. Ces «scories» sont donc la raison pour laquelle nous rejetons l'avant-projet dans sa forme actuelle – et continuons d'approuver la version plus équilibrée de 1983.

Droits de prélèvement en France

Permettez-moi d'aborder encore brièvement le thème des importations d'électricité; elles peuvent naturellement aussi contribuer – comme troisième possibilité – à éviter le goulet d'étranglement qui menace d'apparaître dans l'approvisionnement vers la fin de ce siècle. La situation initiale est relativement simple: les entreprises d'électricité suisses ne peuvent remplir leur mandat d'approvisionnement que grâce au réseau d'interconnexion européen. Pour que ce réseau fonctionne, il est toutefois nécessaire que chaque pays s'auto-provisionne d'abord en électricité. Des situations d'importation ou d'exportation permanentes non seulement modifieraient l'équilibre politique au sein du réseau, mais pourraient, à long terme, compromettre la sécurité d'approvisionnement. Les droits de prélèvement sur des centrales nucléaires françaises, que certaines entreprises d'électricité suisses ont acquis, ne représentent certainement pas une solution optimale; ils devraient, à vrai dire, rester une mesure provisoire. Ceci est d'autant plus vrai que les droits de prélèvement acquis jusqu'à la fin 1996 auront alors déjà atteint la dimension d'une centrale nucléaire et demie de la classe des 1000 mégawatts, soit à un cinquième de la demande globale actuelle.

Conclusion

En conclusion, vous voyez vous-mêmes la complexité de la situation énergétique suisse, et notamment celle de la politique électrique. Vous vous serez également rendu compte que des solutions extrêmes telles que le blocage du parc des centrales à son état actuel, la limitation de la demande ou d'importantes importations d'électricité additionnelles ne peuvent être des solutions permanentes. Il doit certaine-

ment être possible de trouver une solution réaliste entre ces trois pôles. Voici en quelques mots comment je vois des ébauches de solution pour une politique énergétique:

● La politique énergétique suisse devrait s'occuper en premier lieu de la dépendance de la Suisse vis-à-vis de l'étranger et chercher à diminuer la prépondérance des énergies fossiles par des mesures appropriées. Ceci étant, les importations d'électricité additionnelles doivent également rester une mesure provisoire.

● Il faudrait de manière conséquente éviter que de nouveaux obstacles légaux s'opposent à la production d'énergie suisse, que ce soit la production d'électricité, celle de chaleur à distance ou toute autre. Cette exigence implique par exemple concrètement que le Parlement fédéral élabore des solutions en vue de simplifier la procédure d'autorisation pour la construction de nouvelles centrales.

● Du côté de la demande, des instruments appropriés doivent être élaborés pour pouvoir garantir l'utilisation efficace de tous les agents énergétiques. Au cas où le nouvel article sur l'énergie serait débarrassé de ses éléments discriminatoires, il constituerait sans aucun doute un pas dans la bonne direction; il laisserait alors à chacun une part suffisante de responsabilité personnelle.

Les plus beaux concepts ne servent toutefois à rien, s'il n'y a pas, à la base, la volonté de les mettre en pratique. Nous nous trouvons malheureusement dans ce domaine – je l'ai déjà mentionné – devant une situation réellement critique. Je reconnais volontiers que notre démocratie de concordance n'est pas faite pour des décisions rapides et solitaires. Malgré les avantages incontestés inhérents à cette conception typiquement suisse de la démocratie, les dangers qu'elle implique – notamment ceux que recèlent les affaires laissées en suspens – ne doivent pas être minimisés. Les dommages économiques du projet «Kaiseraugst» mettent clairement en évidence le fait que la politique énergétique doit être plus qu'un oreiller de paresse administratif et parlementaire. La Suisse ayant toujours été ouverte aux idées nouvelles, je suis persuadé que le «temps mort» actuel se terminera, même dans le domaine si délicat du nucléaire.

Präsidialansprache

anlässlich der Generalversammlung des VSE vom 26. August 1988 in Zürich

Jean-Jacques Martin

Sehr geehrte Damen und Herren

Zum fünften Mal dürfen wir heute unsere Generalversammlung in Zürich abhalten – der schweizerischen Finanz- und Wirtschaftsmetropole schlechthin. Es wäre wohl

☞ Wir müssen uns dem Dialog mit allen gesellschaftlichen Gruppen stellen und partnerschaftlich versuchen, unsere Lösungen mit in die politischen Entscheidungen einzubringen. ☞

unehrlich, wenn ich an dieser Stelle – gerade als Welscher – sagen würde, dass wir der Zwingli-Stadt genauso unbefangen entgegentreten wie sonst einer Stadt in unserem Lande. Dies mag denn allenfalls auch der Grund dafür gewesen sein, dass die letzte Generalversammlung an der Limmat bereits 43 Jahre zurückliegt. Zur Ehrenrettung aller VSE-Mitglieder soll allerdings nicht unerwähnt bleiben, dass an der damaligen Generalversammlung – anno 1945 – immerhin das 50jährige Bestehen unseres Verbandes gefeiert worden ist.

Wenn wir gemeinhin von Zürich – von den Zürchern – sprechen, meinen wir primär Effizienz, Wachstum,

Geld, – ja, wir meinen Macht und Einfluss – alles Attribute, die Hochachtung hervorrufen. Dieses Bild von «Zürich und vom Rest der Schweiz» ist allerdings so klischeehaft wie die Vorstellung des angeblich allmächtigen VSE-Sekretariats, das den immer wiederkehrenden Zeitungsmeldungen zufolge am Bahnhofplatz 3 residiert und von dort aus seinen stauenden Mitgliedern die Direktiven der schweizerischen Elektrizitätspolitik für die kommenden 20 Jahre bekannt gibt.

Ich bin froh, dass der heutige Anlass uns allen Gelegenheit geben wird, von dieser Stadt einmal etwas mehr zu sehen als bloss den Bahnhofplatz und allenfalls die Bahnhofstrasse. Ich möchte Sie herzlich einladen, einmal am rechten Limmatufer zu flanieren – dort, wo die Zürcher nicht ihr Geld verdienen, sondern es beispielsweise in einer herrlich renovierten Altstadt ausgeben, oder einen Augenblick am See zu verweilen, wo man plötzlich merkt, dass selbst die Zürcher Zeit zur Musse haben. In diesem Sinne hoffe ich, dass Sie den Aufenthalt in Zürich geniessen und die persönlichen Kontakte pflegen und erneuern werden. Gleichzeitig möchte ich allen, die sich um die Organisation dieser Generalversammlung bemüht haben, recht herzlich danken.

Das «Energiejahr 1988», das bekanntlich noch von alt Bundesrat Schlumpf ausgerufen worden war, hat bis heute seinem Namen alle Ehre gemacht. Ich bin allerdings nach wie vor der Meinung, dass der Name «Stromjahr» die bessere Umschreibung gewesen wäre, denn zumindest bis heute reduzierte sich die Energiediskussion einmal mehr auf eine Stromdebatte.

Elektrizitäts- oder Energieproblem?

Bevor ich auf einzelne Fragen, die das abgelaufene Jahr konkret aufgeworfen hat, eintrete, gestatten Sie mir zwei grundsätzliche Bemerkungen; sie betreffen Tatsachen, die meines Erachtens massgeblich für den desolaten Zustand der schweizerischen Energiepolitik verantwortlich sind. Da ist einmal der kaum zur Kenntnis genommene Umstand, dass die Schweiz – energiewirtschaftlich gesehen – nicht unter einem Elektrizitäts-, sondern ganz generell unter einem Energieproblem leidet. Mit anderen Worten: Die Politiker, aber auch die Experten, sollten sich bei ihren zukünftigen Entscheidungen und Analysen vermehrt von der Einsicht leiten lassen, dass unsere energiewirtschaftlichen Nöte nicht primär in der Kernenergie liegen, sondern in der versorgungspolitisch unausgewogenen Energiebilanz:

Mit dem versorgungspolitischen Ungleichgewicht der Energiebilanz meine ich die naturgebundene – aber keineswegs optimale – geographische Verteilung der Herkunftsländer, aus denen wir unsere Energieträger beziehen. Die einseitige Versorgungslage zeigt sich beispielsweise daran, dass von den 212 Milliarden Kilowattstunden, die wir jährlich an Erdöl, Gas oder Elektrizität benötigen, über 180 Milliarden Kilowattstunden, das sind

Adresse des Autors

Jean-Jacques Martin, Präsident des VSE, Delegierter des Verwaltungsrates und Direktor Société Romande d'Electricité, 1815 Clarens.

rund 85 Prozent, importiert werden. Nur gerade die elektrische Energie aus Wasserkraft ist ein einheimischer Energieträger von grösserer Bedeutung. Die Zahlen zeigen die erdrückende Auslandsabhängigkeit der Schweiz, und zwar ausgerechnet im wohl emp-

“Die Politiker, aber auch die Experten, sollten sich in Zukunft vermehrt von der Einsicht leiten lassen, dass unsere energiewirtschaftlichen Nöte nicht primär in der Kernenergie liegen, sondern in der versorgungspolitisch unausgewogenen Energiebilanz. ●●

findlichsten Bereich einer Volkswirtschaft, nämlich im Bereich der Energie.

Vor dem Hintergrund dieser Auslandsabhängigkeit, aber auch vor dem Hintergrund der Umweltproblematik muss die Frage erlaubt sein, ob der heutige Verteilschlüssel der wichtigsten Energieträger mit 66 Prozent Erdölprodukten, mit sieben Prozent Gas, mit zwei Prozent Fernwärme und mit 21 Prozent Elektrizität der Weisheit letzter Schluss ist – insbesondere dann, wenn wir die Energienutzung auch unter dem Gesichtspunkt der Schadstoffminimierung betrachten. Es geht mir bei diesen Überlegungen nicht um die Eroberung neuer Marktanteile für den Energieträger «Strom», sondern vielmehr geht es um die letztlich politisch-organisatorische Frage, wie wir diese Schweiz optimal und umweltgerecht mit genügend Energie versorgen können. Nachdem jeder Energieträger seine spezifischen Vorteile in der Anwendung, aber auch seine spezifischen Nachteile hinsichtlich der Umweltverträglichkeit aufweist, sollte die Politik ein Energiekonzept entwickeln, in dem nicht bloss die kurzfristigen Vorteile der einzelnen Energieträger optimal zum Tragen kommen, sondern gleichzeitig auch deren langfristig negativen Umwelteinflüsse auf ein Minimum reduziert werden.

Zu diesen – eher technischen – Überlegungen, die m.E. in der öffentlichen Diskussion viel zu wenig Gewicht erhalten, kommt ein gesellschaftspolitisches Phänomen hinzu, das in seiner Tragweite durchaus historische Dimensionen annehmen könnte: Es ist der allzu bereitwillige Hang zu aktiver

Resignation. Diese gesuchte Preisgabe des Gestaltens, die dann nur zu oft in bedrückender Lethargie endet, hat vor allem auch grosse Teile der jüngeren Generation erfasst und schlägt immer stärker auf jene volkswirtschaftlichen Bereiche durch, in denen die Technik und die Wissenschaft eine herausragende Rolle spielen. Vor diesem Hintergrund erstaunt es denn auch weiter nicht, dass wir als «Elektriker» zum Politikum schlechthin geworden sind – einem Politikum, in dessen Spannungsfeld das Vorwärtstreiben von Wissenschaft und Technik auf der einen und die emotionale – nicht materielle – Verweigerung auf der anderen Seite sehr oft aufeinanderprallen. Man mag diese politische Grosswetterlage bedauern oder gar beklagen – ändern können wir an der Situation nur insofern etwas, als wir uns dem Dialog mit allen gesellschaftlichen Gruppen stellen und partnerschaftlich versuchen, unsere Lösungen mit in die politischen Entscheidungen einzubringen.

Wie Sie alle wissen, steht uns eine Energiedebatte im eidgenössischen Parlament bevor, in der aufs neue alle Argumente für und wider unsere bisherige Arbeit in den Elektrizitätswerken auf der Traktandenliste stehen werden. Diese Generalversammlung – im Vorfeld der Debatte in Bern – gibt mir Gelegenheit, Ihnen – aber auch der Öffentlichkeit – noch einmal darzulegen, was wir von den einzelnen anstehenden Problemen halten.

Wie lässt sich ein Versorgungsengpass vermeiden?

Alle Fragen, die im Bereich der elektrischen Energie in den nächsten Monaten und Jahren einer Antwort harren, drehen sich mehr oder weniger direkt um eine *einzig*e Frage. Es ist die Frage: Wie überbrücken wir den Versorgungsengpass, der am Anfang des nächsten Jahrhunderts – also in gut zehn Jahren – auftreten wird, weil dannzumal der inländische Kraftwerkspark von heute zu klein geworden sein wird, um den wachsenden Strombedarf zu decken? Grundsätzlich gibt es drei Extremlösungen, die alle ihre spezifischen Vor- und Nachteile aufweisen.

Die erste Lösung bestünde darin, den schweizerischen *Kraftwerkspark nach Massgabe des steigenden Bedarfs zu vergrössern*, wobei die Nachfrage nach elektrischer Energie das Angebot

bestimmen würde. Als zweite Variante liesse sich umgekehrt die *Nachfrage* auf einem Stand *plafonieren*, der etwa dem heute in Betrieb stehenden Kraftwerkspark entspräche, und als dritte Variante blieben *Stromimporte*, welche den Engpass zwischen Angebot und Nachfrage beseitigen könnten.

Innerhalb dieser Eckwerte muss sich notgedrungen jede zukünftige Elektrizitätspolitik bewegen. Ich werde nun die konkreten Sachfragen, die speziell auch in der kommenden Session der eidgenössischen Räte zur Debatte stehen werden, innerhalb des beschriebenen Varianten-Dreiecks etwas näher analysieren.

Bedarf bestimmt den Kraftwerkspark

Die Lösung, wonach die Nachfrage bzw. der Bedarf an elektrischer Energie ausschliesslich die Grösse des Kraftwerksparks bestimmt, hat prima vista sicherlich den Vorteil, dass die elektrische Energie per definitionem nicht zum Engpassfaktor der hiesigen wirtschaftlichen Entwicklung werden kann. Dieses Faktum ist insofern nicht ganz bedeutungslos, als beispielsweise im vergangenen Jahr über 30 Milliarden Kilowattstunden oder gut 70 Prozent der Gesamtnachfrage nach elektrischer Energie direkt in den Produktionsprozess unserer Volkswirtschaft geflossen sind. Es erstaunt in diesem Zusammenhang denn auch nicht, dass die Zuwachsraten beim Stromverbrauch schon seit Jahren in signifikanter Weise dem Wirtschaftswachstum folgten. Allein schon dieser Hinweis zeigt Ihnen, wie eng das Produkt «Strom» mit unserer modernen Industrie- und Dienstleistungsgesellschaft – mit unserer Lebensform schlechthin – zusammenhängt.

Auf der anderen Seite haben wir uns damit zu befassen, dass eine ansehnliche und vor allem auch lautstarke Minderheit in der Bevölkerung nicht mehr ohne weiteres bereit ist, die Konsequenzen unserer modernen Lebensform mitzutragen. Eine der vielen Konsequenzen waren – und sind heute noch – die markanten Verbrauchszunahmen bei der elektrischen Energie von gut einer Milliarde Kilowattstunden pro Jahr. Dabei möchte ich aber doch festhalten, dass die Elektrizitätswirtschaft nie die «Lokomotive» dieser Entwicklung gewesen war, sondern ihrem Auftrag nachkam, als klassische Dienstleistungsbranche das allgemeine Wirtschaftswachstum und den da-

mit verbundenen Wohlstand nicht über eine Stromverknappung zu bremsen.

Wie Sie alle wissen, erwuchs der beschriebenen Lösung, wonach der Bedarf die Grösse des Kraftwerksparks bestimmt, immer mehr politische Opposition. Und ohne Zweifel zeitigte diese Opposition realpolitische Folgen, denn heute sehen wir uns mit einem faktischen Moratorium für den Bau neuer Kernkraftwerke – aber auch neuer Wasserkraftwerke – konfrontiert.

Plafonierung der Nachfrage

Die zweite – ebenfalls extreme – Variante zur Überbrückung des Versorgungsengpasses bestünde darin, dass man aufgrund eines politischen Entscheides den bestehenden Kraftwerkspark auf seiner heutigen Grösse einfriert und die Nachfrage nach elektrischer Energie entsprechend plafoniert. Gerade auch die letzten Monate haben deutlich gezeigt, dass dieser Lösungsansatz – zumindest vordergründig – eine ansehnliche politische Anhängerschaft genießt. In diese Richtung stösst angebotsseitig beispielsweise die Nichtrealisierung des Projektes «Kaiseraugst» – nachfrageseitig steht in diesem Zusammenhang das Thema «Stromsparen» im Vordergrund. Beide Problemkreise will ich im folgenden etwas gründlicher ausleuchten.

Das Projekt Kaiseraugst

Um es gleich vorweg zu sagen: Kaiseraugst ist nicht tot, sondern es ist von der Betreibergesellschaft seit der Erteilung der Rahmenbewilligung durch das eidgenössische Parlament auf den neuesten Stand der Technik gebracht worden. Vor dieser Ausgangslage stand eine Gruppe von eidgenössischen Parlamentariern aus dem bürgerlichen Lager, die den Bundesrat beauftragen will, mit der Kaiseraugst AG über die Nichtrealisierung des Projektes zu verhandeln. Dabei soll die Kernkraftwerk Kaiseraugst AG für die im Zusammenhang mit dem Projekt aufgelaufenen Gesamtkosten angemessen entschädigt werden und zudem sollen die Massnahmen für eine zukunftssichernde Energiepolitik – in der die Kernenergie als Option offen bleibt – mit Nachdruck weitergeführt werden.

In der Begründung der Motionäre scheinen mir – neben der angemessenen

finanziellen Entschädigung, die an sich unbestritten ist – drei Punkte für die Zukunft wesentlich: Zum einen wird eine gesicherte Energie- und Stromversorgung für die Schweiz als lebensnotwendig anerkannt; dann sollte die Übung «Kaiseraugst» rasch und ohne bürokratische Hürdenläufe über die Bühne gehen, und drittens sollte mit dieser Motion nicht eine vorzeitige Debatte über die Kernenergie eingeleitet werden. Im Gegenteil, die Motion soll – ich zitiere – «eine Entkrampfung in der Energiepolitik herbeiführen und Wege für eine sachbezogene, zukunftssichernde und umweltbewusste Gestaltung der Energiepolitik, in der die Kernenergie als Option offen bleibt, frei machen». Soweit die Vorstellungen der Motionäre.

Unabhängig von eher grundsätzlichen Überlegungen gehen wir davon aus, dass das Kernkraftwerk «Kaiseraugst» nicht gebaut wird, d.h. wir

“Für uns zählt einzig der rasche Entscheid! Denn die jahrzehntelange politische Spiegelfechterei war und ist eine Zumutung.”

rechnen mit einer Überweisung der Vorstösse, sei es nun in der Form einer Motion oder in der unverbindlichen Form eines Postulates. Ob nun die Vorstösse als Motion oder als Postulat im Parlament behandelt werden, spielt für die schweizerische Elektrizitätswirtschaft eine untergeordnete Rolle. Für uns zählt einzig der rasche Entscheid! Denn die jahrzehntelange politische Spiegelfechterei war und ist eine Zumutung für unsere Branche – aber auch eine Zumutung für die Bevölkerung, die sich schliesslich bereits in zwei Volksabstimmungen zur Kernenergie äussern konnte – und sich notabene beide Male zugunsten der Kernenergie aussprach, ohne dass darauf allerdings politische Taten gefolgt wären.

Nicht zuletzt aus der Überzeugung heraus, dass wir alles unterstützen müssen, was die Entscheide zu einer vernünftigen und wirkungsvollen Energiepolitik beschleunigen kann, haben wir die Motionen Schönenberger und Stucky von Anbeginn an als mögliche Lösung anerkannt. Mit diesem «Ja» untrennbar verbunden ist aus unserer Sicht allerdings der dritte

Punkt der beiden gleichlautenden Motionen, wonach die Option auf die Kernenergie offen bleiben muss.

Option «Kernenergie» offenhalten

Für die schweizerische Elektrizitätswirtschaft heisst dabei «Option» mehr als nur vager Wunsch oder gar tönerne Absichtserklärung. Aus unserer Sicht kann die Option «Kernenergie» nur die imperative Forderung an die Adresse der Behörden und der Politiker bedeuten, unter allen denkbaren Möglichkeiten zur Stromerzeugung – neben der Wasserkraft – primär der Kernenergie den Vorzug zu geben. Hinter diesem Anspruch steht unsere Überzeugung, dass sowohl aus wirtschaftlicher als auch aus umweltpolitischer Sicht das Tandem Wasserkraft und Kernenergie für die Schweiz die optimale Lösung für die Stromversorgung darstellt. Selbstverständlich haben auch wir die Signale in Richtung Kombi-Kraftwerke auf Gasbasis wahrgenommen, wie sie beispielsweise in den Motionen Hunziker und Fischer zum Ausdruck gekommen sind. Wir anerkennen auch durchaus die politischen Überlegungen, die hinter diesen Vorstössen stehen. Es macht aber doch etwelche Mühe, dass sich die Schweiz ausgerechnet in der Stromversorgung mit zweit-, wenn nicht gar mit drittbesten Lösungen zufrieden geben sollte.

Zu diesen sicherlich nicht optimalen Lösungen gehören auch die sogenannten Alternativenergien, die sich in der Öffentlichkeit einer grossen Beliebtheit erfreuen. Wir sind grundsätzlich nicht gegen den Einsatz von Alternativenergien eingestellt. Im Gegenteil hat der VSE seinen Mitgliedwerken empfohlen, beispielsweise private Solarzellenanlagen an das öffentliche Netz anzuschliessen und den Solarstrom zurückzukaufen. Was das Energieproblem «Schweiz» betrifft, dürfen wir aber von den Alternativenergien keine Wunder erwarten. Sie mögen im lokalen Bereich eine gewisse Entlastung bringen, hinsichtlich der Landesversorgung wird deren Beitrag aber marginal bleiben, da der Strom aus dezentralen Kleinanlagen weder mengen- noch kostenmässig mit den Grosskraftwerken konkurrieren kann.

Die Offenhaltung der Option Kernenergie beinhaltet selbstverständlich auch das Einhalten der demokratischen Spielregeln, die in unserem Lande nun einmal darauf aufbauen, dass

Mehrheitsentscheide des Volkes von der Minderheit akzeptiert werden. Gerade hinsichtlich des Projektes «Kaiseraugst» hat aber unsere Demokratie ernsthaft Schaden genommen, und zwar nicht, weil die Staatsform als solches versagt hätte, sondern weil eben diese Staatsform nicht ein unbeschränktes Mass an Taktieren erträgt. So gesehen ist «Kaiseraugst» viel mehr als bloss der «Stein des Anstosses», den es gelte – wie die Motionäre anlässlich ihrer Pressekonferenz darlegten – aus realpolitischen Gründen wegzuräumen.

Straffung des Bewilligungsverfahrens

Wenn wir davon ausgehen, dass sich niemand mehr ein zweites «Kaiseraugst» wünscht, müssen wir uns doch heute die Frage stellen, was wir zur Verhinderung von Null-Entscheiden vorkehren müssen. Mit Genugtuung habe ich in verschiedenen öffentlichen Auftritten und Stellungnahmen von namhaften Politikern zur Kenntnis nehmen dürfen, dass die heutige Bewilligungspraxis für neue Kernkraftwerke vereinfacht werden müsse. Diese Denkanstösse zielen bestimmt in die richtige Richtung.

Meines Erachtens wäre schon viel gewonnen, wenn sich die zuständigen Verwaltungen und Regierungsstellen an die jeweils fest vorgegebenen Termine halten müssten. Leider haben sich seit geraumer Zeit auf allen Ebenen der Behörden Verzögerungen eingeschlichen, die wir nicht mehr bereit sind, hinzunehmen. Immerhin stimmt es zuversichtlich, dass Bundesrat Adolf Ogi bereits deutliche Signale setzte und offenbar gewillt ist, in der Energiepolitik zu führen.

Noch ein weiteres Anliegen unsererseits kommt hinzu: man müsste einmal grundsätzlich über die drei Bewilligungsstufen – Rahmenbewilligung, nukleare Baubewilligung und nukleare Betriebsbewilligung – nachdenken. Heute stehen wir doch vor der Tatsache, dass auf praktisch jeder Bewilligungsstufe unzählige Einsprachen gemacht werden können, mit dem Resultat, dass – wie im Fall von «Kaiseraugst» – Unsummen an Arbeit, Geld und Zeit nur für Gerichtsverfahren und Projektänderungen bereitgestellt werden müssen. Wir stehen einer breiten öffentlichen Diskussion über das «Für» und «Wider» einer zusätzlichen Anlage keineswegs negativ gegenüber. Diese Diskussion sollte aber vor der

Erteilung der Rahmenbewilligung erfolgen, d.h. mit der Feststellung, ob der Bedarf für ein weiteres Kernkraftwerk gegeben ist, muss die politische Entscheidungsfindung definitiv abgeschlossen sein. Der ebenfalls im Raum stehende Vorschlag, wonach die Rahmenbewilligung besser vom gesamten Schweizer Volk erteilt werden soll – und nicht mehr wie bis anhin vom Parlament – bringt allerdings mehr Nachteile als Vorteile.

Falls die Rahmenbewilligung erteilt wird, müsste dann aber der Betreiber darauf zählen können, dass bloss noch sicherheitstechnische Einwände zu erwarten sind. Konkret hiesse dies, die nukleare Bau- und Betriebsbewilligung wären als klare polizeiliche Bewilligung auszugestalten und der Bundesrat hätte letztinstanzlich über die jeweiligen Gesuche zu entscheiden. Aus staatspolitischer Sicht glaube ich, dass diese Lösung keine gravierende Einschränkung der Volksrechte mit sich bringen würde, da das Mitspracherecht der Bürger im Rahmenbewilligungsverfahren – das bekanntlich einzig und allein für nukleare Anlagen eingeführt worden war – genügend berücksichtigt ist.

Ein ähnlicher politischer Aspekt könnte auch für den Bau von neuen Wasserkraftwerken, die bisher nur dem Konzessionsverfahren unterlagen, zur Anwendung kommen – und zwar über die Umweltverträglichkeitsprüfung (UVP). Entsprechend wie bei der Rahmenbewilligung für Kernkraftwerke fliessen dort bekanntlich

☞ Wir dürfen von den Alternativenenergien keine Wunder erwarten. Sie mögen im lokalen Bereich eine gewisse Entlastung bringen, hinsichtlich der Landesversorgung wird ihr Beitrag aber marginal bleiben. ☞

auch die politischen und wirtschaftlichen Vorstellungen der Interessengruppen ein, d.h. die UVP bietet dafür Gewähr, dass sich alle Betroffenen eingehend zu einem konkreten Projekt äussern können. Falls die sicherheitstechnischen Voraussetzungen erfüllt sind, wären dann aber die nachträglich noch notwendigen Bewilligungen ohne zusätzliche Einsprachemöglich-

keit der Bevölkerung von den Behörden zu erteilen.

Allfälligen Einwendungen, es sei meine Absicht, demokratische Rechte der Bevölkerung einschränken zu wollen, ist entgegenzuhalten, dass vor Jahren mit der Einführung der Rahmenbewilligung und nun mit der UVP ein Zwitter, – d.h. ein politisch motiviertes Polizeirecht – geschaffen worden ist, das vom juristischen Standpunkt her sicherlich nicht über alle Zweifel erhaben ist. Alle Vergleiche hinken, aber im Grunde genommen steht die schweizerische Elektrizitätswirtschaft doch vor dem Problem eines Autofahrers, der wohl seinen Führerschein und damit einen Anspruch auf das Führen eines Autos erworben hat – letztlich aber doch nicht Autofahren darf, weil sich die Politiker noch immer darüber streiten, ob das Auto ein sinnvolles Verkehrsmittel sei oder eben nicht.

Letztlich stellt sich natürlich die Gretchenfrage, ob wir den Bau von neuen Kraftwerken begünstigen wollen, indem wir die juristischen Stolperdrähte abräumen oder eben noch zusätzliche Hürden aufbauen, damit möglichst keine neuen Projekte mehr in Angriff genommen werden. Ich wünsche mir, dass die kommende Energiedebatte des eidgenössischen Parlamentes vor allem hierüber aufschlussreich sein wird.

Stromsparen

Nun zurück zu meiner zweiten Variante der theoretisch möglichen Energiepolitik, die – wie schon erwähnt – darin bestehen würde, den inländischen Kraftwerkspark auf den heutigen Stand einzufrieren und gleichzeitig die Nachfrage zu plafonieren. Viele Bürger und Politiker sind der Meinung, dass die Plafonierung der Nachfrage ohne weiteres mit Stromsparen zu erreichen sei. Dies ist ein Wunschtraum, denn bei einer solchen Sparübung ginge es in den nächsten Jahren nicht um einige Millionen Kilowattstunden, sondern um einige Milliarden, die gespart werden müssten.

Dabei ist einmal mehr zu unterstreichen, dass sich unsere Wirtschaft – aber auch die schweizerischen Elektrizitätswerke – im vergangenen Jahr wiederum aktiv daran beteiligt haben, dem haushälterischen Umgang mit der elektrischen Energie Nachachtung zu verschaffen.

Wie so oft in der Politik, sind es weniger die Ziele, über die man sich streitet, als vielmehr die Wege, die zu die-

sen Zielen führen. Für das Ziel «Stromsparen» heisst dies konkret, dass die schweizerische Elektrizitätswirtschaft einen unbürokratischen Weg befürwortet, welcher der Eigenverantwortlichkeit der Wirtschaft und der privaten Haushalte noch genügend Raum lässt für kreatives Handeln. Diese Vorstellung ist denn auch der Grund, warum wir gegenüber noch mehr Gesetzen und Verordnungen skeptisch eingestellt sind. Eigenverantwortlichkeit ist natürlich keine Einbahnstrasse: Es liegt vielmehr auch an uns, sowohl mit technischen Massnahmen als auch mit konsequenter Aufklärung das sicherlich noch vorhandene Sparpotential im Bereich der elektrischen Energie ausschöpfen zu helfen.

Trotz unseren Vorbehalten gegenüber dem Ausbau von staatlichen Vorschriften sieht die schweizerische Elek-

«Die schweizerische Elektrizitätswirtschaft sieht in einem ausgewogenen Energieartikel durchaus ein geeignetes Instrument zum Energiesparen. Wir sind allerdings der Ansicht, dass die klare rechtliche Gleichbehandlung aller Energieträger im Verfassungstext ausdrücklich erwähnt werden müsste.»

trizitätswirtschaft in einem ausgewogenen Energieartikel durchaus ein geeignetes Instrument zum Energiesparen und wird sich daher nicht grundsätzlich gegen eine Änderung der Bundesverfassung stemmen. Was wir allerdings nicht akzeptieren, ist ein gegen die Elektrizität gerichteter Energieartikel, der als Wegbereiter oder als Vorspann für den Ausstieg aus der Kernenergie ausgelegt werden könnte. Da es letztlich darum gehen muss, sämtliche Energieträger – nicht bloss die Elektrizität – sparsam zu nutzen, sind wir der Ansicht, dass die klare rechtliche Gleichbehandlung aller Energieträger im Verfassungstext ausdrücklich erwähnt werden müsste. Leider sah man sich seitens des Bundes genötigt, in den Vorentwurf noch einige ordnungspolitische Barrieren einzubauen, was die Wettbewerbsneutralität unter den Energieträgern anbelangt.

Diese Ungereimtheiten sind denn auch der Grund, warum wir den Vorentwurf in seiner heutigen Form ablehnen – nach wie vor aber die ausgewogenere Fassung aus dem Jahre 1983 akzeptieren.

Strombezug aus Frankreich

Lassen Sie mich nun noch kurz auf die Stromimporte zu sprechen kommen, die – als dritte Möglichkeit – natürlich auch dazu beitragen können, den drohenden Versorgungsengpass am Ende dieses Jahrhunderts zu überbrücken. Die Ausgangslage ist relativ einfach: die schweizerischen Elektrizitätswerke können ihren Versorgungsauftrag nur dank dem europäischen Stromverbund erfüllen. Voraussetzung für das Funktionieren des Verbundbetriebes ist allerdings, dass sich jedes Land primär aus eigener Kraft mit Elektrizität versorgt. Ständige Netto-Importeure oder -Exporteure verschieben nicht bloss die politischen Gewichte innerhalb des Verbundes, sondern können auch längerfristig die Versorgungssicherheit beeinträchtigen. So gesehen sind die Bezugsrechte aus französischen Kernkraftwerken, welche einige Schweizer Elektrizitätsgesellschaften erworben haben, sicher keine optimale Lösung und sollten eigentlich eine Überbrückungsmassnahme bleiben. Dies um so mehr, als die bis Ende 1996 erworbenen Bezugsrechte bereits die Grösse von anderthalb Kernkraftwerken der 1000-Megawatt-Klasse angenommen haben werden, was etwa einem Fünftel des gesamten heutigen Strombedarfs entspricht.

Fazit

Wenn ich das Fazit meiner Ausführungen ziehe, sehen Sie selbst, wie komplex die schweizerische Energie – vor allem aber auch die Elektrizitätspolitik geworden ist. Auch wird Ihnen wahrscheinlich ebenso wie mir klar geworden sein, dass Extrem Lösungen, wie das Einfrieren des Kraftwerksparkes auf dem heutigen Stand, die Plafonierung der Nachfrage oder zusätzliche massive Stromimporte keine Dauerlösungen sein können. Ein gangbarer, aber auch realistischer Weg wird sich bestimmt innerhalb dieser Eckwerte bewegen müssen. Stichwortartig sehe ich den folgenden Lösungsansatz für eine realistische und zukunftsweisende Energiepolitik:

● Die schweizerische Politik sollte ihr Augenmerk primär auf die Auslandsabhängigkeit richten und durch geeignete Massnahmen versuchen, die Dominanz der fossilen Energieträger weiter abzubauen. Vor diesem Hintergrund müssen auch zusätzliche Stromimporte eine Überbrückungsmassnahme bleiben.

● Konsequenterweise sollten der einheimischen Energieerzeugung – sei dies im Bereich der Stromerzeugung, der Fernwärme oder wo auch immer – keine zusätzlichen gesetzlichen Beschränkungen entgegengestellt werden. Diese Forderung beinhaltet beispielsweise konkret, dass das eidgenössische Parlament Lösungen erarbeiten muss, wie die Bewilligungsverfahren für den Bau neuer Kraftwerke zu straffen seien.

● Nachfrageseitig ist ein zweckmässiges Instrumentarium zu erarbeiten, um den effizienten Einsatz aller Energieträger zu gewährleisten. Falls der neue Energieartikel noch von seinen wettbewerbsverzerrenden Inhalten befreit wird, ist er ohne Frage ein Schritt in die richtige Richtung, zumal er dann auch der Eigenverantwortung des einzelnen genügend Freiräume offen lassen würde.

Die schönsten Konzepte nützen allerdings wenig, wenn dahinter nicht der unbedingte Wille steht, diese Entscheidungsgrundlagen in politisches Handeln umzusetzen. Leider stehen wir aber gerade in diesem Bereich – ich habe es bereits angetönt – vor einem eigentlichen Notstand. Ich gebe gerne zu, dass unsere Konkordanzdemokratie nicht auf rasche und einsame Entschiede einzelner Persönlichkeiten ausgelegt ist. Neben den unbestreitbaren Vorteilen, welche diesem typisch schweizerischen Demokratieverständnis innewohnt, dürfen allerdings auch dessen Gefahren nicht verniedlicht werden – Gefahren, die vor allem hinter dem Aussitzen von Problemen lauern. Nicht zuletzt der volkswirtschaftliche Schaden des Projektes «Kaiseraugst» macht deutlich, dass Energiepolitik mehr sein muss als ein behördliches und parlamentarisches Ruhekitzen. Nachdem sich die Schweiz aber immer als lernfähig erwiesen hat, bin ich überzeugt, dass das politische Interregnum – selbst im sensitiven Bereich der Kernenergie – in absehbarer Zukunft sein Ende finden wird.